



CHAPITRE 3

LOI CONCERNANT LA LÉGISLATURE

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi Titre abrégé de la Législature*.

SECTION I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

2. Ainsi que le prescrit l'Acte de l'Amérique Bri- Composition
tannique du Nord, 1867, la Législature de la province de la Légis-
de Québec se compose du lieutenant-gouverneur et de lature.
deux chambres appelées le Conseil législatif de Québec
et l'Assemblée législative de Québec. S. R. (1909), 81.

3. Chaque élection générale des députés à l'Assem- Renouvele-
blée législative constitue une nouvelle Législature. S.R. ment de la
(1909), 82. Législature.

4. Aucune Législature de la province n'est dissoute Décès du sou-
par le décès du souverain; mais elle continue, et peut verain.
se réunir, s'assembler et siéger, procéder et agir de la
même manière que si ce décès n'avait pas eu lieu. S.R.
(1909), 83.

5. Le lieutenant-gouverneur, lorsqu'il proroge la Prorogation,
Législature, n'est pas tenu de fixer un jour auquel convocation
elle est prorogée, ni de lancer une proclamation convo- de la Législa-
quant la Législature, s'il ne s'agit pas de convoquer ture.
celle-ci pour l'expédition des affaires. S. R. (1909),
83a; 10 Geo. V, c. 16, s. 1.

SECTION II

DU CONSEIL LÉGISLATIF

§ 1.—*De la composition du Conseil législatif*

6. Le Conseil législatif de Québec se compose de Composition
vingt-quatre membres, appelés conseillers législatifs. législatif.

Nomination
des conseil-
lers.

Ils sont nommés à vie par le lieutenant-gouverneur en conseil au nom du roi, par instrument sous le grand sceau, et doivent, chacun d'eux, représenter une des vingt-quatre divisions de la province pour le Conseil législatif. S.R. (1909), 84.

Lieu du domi-
cile et situa-
tion des biens-
fonds des con-
seillers.

7. Nonobstant toute disposition dans l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, il est suffisant que tout membre du Conseil législatif soit domicilié et possède les biens-fonds requis dans les limites de la province de Québec. S.R. (1909), 85; 11 Geo. V, c. 16, s. 1.

Déclaration
des conseil-
lers.

8. Chaque conseiller législatif doit, dans les premiers vingt jours de la première session de chaque Législature, remettre entre les mains du greffier du Conseil législatif une nouvelle déclaration de sa qualité de propriétaire foncier, conformément à la cédula cinquième de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, et y joindre une description, signée par lui, des biens-fonds qui le rendent habile. S. R. (1909), 86.

§ 2.—*De l'orateur du Conseil législatif*

Nomination
et révocation
de l'orateur.

9. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer, par instrument sous le grand sceau, un membre du Conseil législatif de Québec comme orateur de ce corps, et il peut également le révoquer et en nommer un autre à sa place. S. R. (1909), 87.

Son remplace-
ment pendant
une séance.

10. Si l'orateur quitte le fauteuil pendant une séance, il est remplacé, pour la durée de son absence, par le conseiller législatif qu'il nomme président temporaire. S. R. (1909), 88.

Son absence à
l'ouverture
d'une séance.

11. Si l'orateur, par maladie ou autrement, ne peut pas être présent à l'ouverture d'une séance, le Conseil législatif, étant informé de ce fait par le greffier, nomme un autre de ses membres président temporaire, pour le remplacer durant son absence de cette séance. S. R. (1909), 89.

Son absence
prolongée.

12. Si l'orateur n'occupe pas le fauteuil durant quarante-huit heures consécutives, le Conseil législatif peut nommer un autre de ses membres président temporaire, pour agir comme orateur durant l'absence de ce dernier. S. R. (1909), 90.

13. L'orateur du Conseil législatif reçoit un traitement annuel de trois mille dollars sans préjudice de l'indemnité législative. S. R. (1909), 152. Traitement de l'orateur du Conseil.

14. L'orateur peut être membre du Conseil exécutif de la province. Membre du Conseil exécutif.

S'il reçoit un traitement comme membre du Conseil exécutif, il ne lui est alloué aucun traitement comme orateur du Conseil législatif. S. R. (1909), 91.

§ 3.—*Des officiers du Conseil législatif*

15. Le greffier du Conseil législatif et le gentilhomme huissier à la verge noire sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. (1909), 92. Nomination du greffier, etc.

16. L'assistant-greffier du Conseil législatif est nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. (1909), 93. Nomination de l'ast.-greffier.

17. Lorsque le greffier est absent ou est pour quelque cause incapable d'agir, l'assistant-greffier peut exercer les fonctions du greffier. S. R. (1909), 94, *partie*. Cas d'incapacité d'agir du greffier.

18. Les officiers du Conseil législatif nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil ne peuvent être démis que sur une adresse du Conseil législatif. S. R. (1909), 95. Déstitution des officiers.

SECTION III

DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

§ 1.—*De la représentation*

19. L'Assemblée législative de Québec se compose de quatre-vingt-cinq députés. S. R. (1909), 96; 2 Geo. V, c. 9, s. 64; 13 Geo. V, c. 13. Composition de l'Assemblée.

20. Chacun des districts électoraux d'Abitibi, d'Ar-genteuil, Arthabaska, Bagot, Beauce, Beauharnois, Bellechasse, Berthier, Bonaventure, Brome, Chambly, Champlain, Châteauguay, Chicoutimi, Compton, Deux-Montagnes, Dorchester, Drummond, Frontenac, Gaspé, Hull, Huntingdon, Iberville, Iles-de-la-Madeleine, Jacques-Cartier, Joliette, Kamouraska, Labelle, Lac-Saint-Jean, l'Assomption, Laval, Lévis, l'Islet, Lotbinière, Maisonneuve, Maskinongé, Matane, Matapédia, Mégantic, Missisquoi, Montcalm, Montmagny, Collèges électoraux.

Montmorency, Montréal-Dorion, Montréal-Laurier, Montréal-Mercier, Montréal-Sainte-Anne, Montréal-Sainte-Marie, Montréal-Saint-Georges, Montréal-Saint-Henri, Montréal-Saint-Jacques, Montréal-Saint-Laurent, Montréal-Saint-Louis, Montréal-Verdun, Naperville-Laprairie, Nicolet, Papineau, Pontiac, Portneuf, Québec, Québec-Centre, Québec-Est, Québec-Ouest, Richelieu, Richmond, Rimouski, Rouville, Shefford, Sherbrooke, Soulanges, Stanstead, Saint-Hyacinthe, Saint-Jean, Saint-Maurice, Saint-Sauveur, Témiscamingue, Témiscouata, Terrebonne, Trois-Rivières, Vaudreuil, Verchères, Westmount, Wolfe et Yamaska, forme un collège électoral et envoie un député pour le représenter dans l'Assemblée législative. S. R. (1909), 97; 2 Geo. V, c. 9, s. 65; 11 Geo. V, c. 17, s. 1; 13 Geo. V, c. 13.

Charlevoix et Saguenay.

21. Les districts électoraux de Charlevoix et de Saguenay forment un seul collège électoral et envoient un seul député pour les représenter dans l'Assemblée législative. S. R. (1909), 98; 2 Geo. V, c. 9, s. 66.

§ 2.—*De l'éligibilité, des incompatibilités et de la perte des droits politiques*

Conditions d'éligibilité.

22. Un député à l'Assemblée législative doit avoir les qualités requises par l'article 147 de la Loi électorale de Québec (chap. 4). S. R. (1909), 99.

Conseiller législatif ne peut être élu.

23. Nul conseiller législatif n'est éligible comme député à l'Assemblée législative, ni ne peut y siéger ou voter. S. R. (1909), 100.

Sénateur ou député aux communes ne peut être élu.

24. Nul membre du Sénat ou de la Chambre des communes du Canada n'est éligible comme député à l'Assemblée législative, ni ne peut y siéger ou voter. S. R. (1909), 101.

Incompatibilité avec candidature aux Communes, et nomination au Sénat.

25. Un député à l'Assemblée législative, qui consent à se porter candidat à l'élection d'un député à la Chambre des communes du Canada ou accepte la charge de sénateur, rend son siège vacant, cesse d'être député et ne peut y siéger ni voter. S. R. (1909), 102.

Infraction aux articles 24 ou 25.

26. Quiconque commet une infraction aux dispositions des articles 24 ou 25 encourt une amende de mille dollars pour chaque jour qu'il siège ou vote.

Cette somme peut être recouvrée par toute personne ^{Recouvrement de l'amende.} qui en demande le paiement, devant tout tribunal compétent. S. R. (1909) 103.

27. Quiconque a été déclaré coupable de manœuvres frauduleuses par un tribunal chargé de connaître des pétitions d'élection est inéligible à l'Assemblée législative, et ne peut y siéger ou voter pendant le temps fixé par la Loi électorale de Québec (chap. 4), mais il peut être réhabilité pour les causes et en la manière prescrites par ladite loi. ^{Personnes privées de leurs droits politiques.} S. R. (1909), 104. ^{Réhabilitation.}

§ 3.—De la démission des députés

28. Un député peut de vive voix démissionner de son siège dans l'Assemblée législative. ^{Démission orale.} S. R. (1909), 105.

29. Le greffier doit faire mention de sa démission dans les journaux de la Chambre, et l'orateur, sous son seing, adresse son mandat au greffier de la couronne en chancellerie, afin qu'il émette un bref pour l'élection d'un nouveau député en remplacement du démissionnaire; et un bref est émis en conséquence. ^{Mention au journal; mandat et bref d'élection.} S. R. (1909), 106.

30. Un député peut encore, pendant une session, ou dans l'intervalle entre deux sessions, adresser et faire délivrer à l'orateur une déclaration de sa démission par un écrit sous son seing, en présence de deux témoins. ^{Démission écrite.}

Sur la remise de cette déclaration, l'orateur, sous son seing, adresse son mandat au greffier de la couronne en chancellerie, afin qu'il émette un bref pour l'élection d'un nouveau député en remplacement du démissionnaire; et un bref est émis en conséquence. ^{Mandat et bref d'élection.}

Une mention de cette déclaration est ensuite faite dans les journaux de la Chambre. ^{Mention au journal.} S. R. (1909), 107.

31. Si un député désire démissionner dans l'intervalle entre deux sessions et qu'il n'y ait pas alors d'orateur, ou que l'orateur soit absent de la province, ou si ce député est lui-même l'orateur, il peut adresser et faire remettre à deux députés une déclaration semblable. ^{Démission en l'absence de l'orateur, etc.}

Sur la remise de cette déclaration, ces deux députés peuvent adresser, sous leurs seings, leur mandat au greffier de la couronne en chancellerie, afin qu'il émette un bref pour l'élection d'un nouveau député en rempla- ^{Mandat et bref d'élection.}

ment du démissionnaire; et un bref est émis en conséquence.

Mention au journal.

Une mention de cette déclaration est ensuite faite dans les journaux de la Chambre. S. R. (1909), 108.

Effet de la démission.

32. En procédant suivant l'un des modes ci-dessus, un député rend son siège vacant, et cesse d'être député à l'Assemblée législative. S. R. (1909), 109.

Démission non permise dans certains cas.

33. Un député ne peut démissionner lorsque son élection est légalement contestée, ni avant l'expiration du temps pendant lequel elle peut, en vertu de la loi, être contestée, pour d'autres raisons que celles de corruption. S. R. (1909), 110.

§ 4.—*Des vacances dans l'Assemblée*

Mandat et bref d'élection en cas de décès d'un député, etc.

34. S'il survient une vacance dans l'Assemblée législative, par le décès d'un député, ou parce qu'il a accepté une charge, un office ou un emploi, ou qu'il est intéressé dans un contrat public, ou qu'il s'est porté candidat à une élection pour la Chambre des communes du Canada, ou a accepté la charge de sénateur ou de conseiller législatif, l'orateur, étant informé de cette vacance par un député parlant de son siège, ou par avis par écrit sous les seings de deux députés, adresse son mandat au greffier de la couronne en chancellerie, afin qu'il émette un bref pour l'élection d'un député à l'effet de remplir cette vacance; et un bref est émis en conséquence. S. R. (1909), 111.

Mandat de deux députés si, en tout temps ensuite avant l'émission du mandat, il n'y a pas d'orateur, etc.

35. Si, lors de la survenance de cette vacance, ou si, en tout temps ensuite avant l'émission du mandat, il n'y a pas d'orateur de la Chambre, ou si l'orateur de la Chambre est absent de la province, ou si le député dont le siège devient vacant est l'orateur lui-même, deux députés adressent, sous leurs seings, leur mandat au greffier de la couronne en chancellerie, pour qu'il émette ce bref; et un bref est émis en conséquence. S. R. (1909), 112.

Effet d'une nouvelle élection sur la contestation de la précédente.

36. Si cette vacance a lieu subséquemment à une élection générale, et avant la première réunion de la nouvelle Législature, l'élection qui doit se faire en vertu de ce bref n'a pas d'effet sur les droits d'une personne qui peut avoir raison de contester l'élection précédente; et le rapport du tribunal chargé de juger cette élection précédente, s'il est en faveur d'un candidat autre que

la personne déclarée élue, rend nulle l'élection subséquente, et donne droit au candidat ainsi déclaré régulier-
 Effet du jugement sur la nouvelle élection.
 lieutenant élu à l'élection précédente, de prendre son siège comme si l'élection subséquente n'avait pas eu lieu. S. R. (1909), 113.

§ 5.—*Du quorum de l'Assemblée*

37. La présence de quinze députés à l'Assemblée législative est suffisante pour constituer un quorum; à cet effet l'orateur est compté comme un député. S. R. (1909), 114.

§ 6.—*De la durée des pouvoirs de l'Assemblée*

38. La durée de chaque Assemblée législative est de cinq années, à compter du jour fixé pour le rapport des brefs pour l'élection générale des députés; mais le lieutenant-gouverneur a toujours droit de la dissoudre plus tôt, s'il le juge à propos. S. R. (1909), 115.

§ 7.—*Des matières de finances*

39. Ainsi que le prescrit l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, tout bill pour l'affectation de deniers publics, ou pour l'imposition de taxes ou la création d'impôts, doit être présenté à l'Assemblée législative. S. R. (1909), 116.

40. Ainsi que le prescrit l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, l'Assemblée législative n'adopte ni ne passe de vote, résolution, adresse ou bill, pour l'affectation de deniers formant partie du fonds consolidé du revenu, ou pour l'affectation de taxes ou impôts, à des objets qui n'ont pas été d'abord recommandés par un message du lieutenant-gouverneur pendant la session où ces vote, résolution, adresse ou bill sont proposés. S. R. (1909), 117.

§ 8.—*De l'orateur de l'Assemblée*

41. 1. Lorsque l'orateur de l'Assemblée législative par maladie ou toute autre cause, trouve nécessaire de quitter le fauteuil pendant une partie des séances de la Chambre, quel que soit le jour, il peut appeler le président des comités, ou, en son absence, tout membre de la Chambre, à prendre le fauteuil et à agir en qualité d'orateur suppléant pendant le reste du jour, à moins que l'orateur ne reprenne lui-même le fauteuil avant la fin des séances, ce jour-là.

Absence à
l'ouverture
d'une séance.

2. Lorsque la Chambre est informée par le greffier de l'absence inévitable de l'orateur, le président des comités, s'il est présent, prend place au fauteuil et remplit les devoirs et exerce l'autorité de l'orateur relativement à toutes les procédures de la Chambre, à titre d'orateur suppléant, jusqu'à la réunion de la Chambre, le jour de séances qui suit, et ainsi de jour en jour, lorsqu'une semblable information est donnée à la Chambre, jusqu'à ce que la Chambre en ordonne autrement; pourvu que, dans le cas où la Chambre s'ajourne pour plus de vingt-quatre heures, l'orateur suppléant ne continue de remplir les devoirs et n'exerce l'autorité de l'orateur que durant vingt-quatre heures après cet ajournement.

Limites des
pouvoirs de
l'orateur sup-
pléant.

Validité des
délibérations
et opérations,
quand un ora-
teur sup-
pléant pré-
side.

3. Si, pendant une session de la Législature, l'orateur est temporairement absent de la Chambre, et qu'un orateur suppléant remplisse les devoirs et exerce l'autorité de l'orateur pendant cette absence, ainsi qu'il est prescrit ci-dessus, ou en conformité des règlements, d'un ordre, ou d'une résolution de la Chambre, toutes les délibérations ou procédures prises, et toutes les choses faites par la Chambre dans l'exercice de ses pouvoirs et de son autorité, sont aussi valides et aussi efficaces que si l'orateur eût lui-même occupé le fauteuil.

Actes, etc.,
de l'orateur
suppléant.

4. Tout acte que l'orateur suppléant fait, et tout mandat, ordre ou autre document qu'il délivre, signe ou publie en l'absence de l'orateur, que ce soit au sujet d'une délibération ou procédure de la Chambre pour application d'une loi définissant les pouvoirs ou les devoirs de l'orateur, ont le même effet et la même validité que si l'orateur agissait lui-même. S. R. (1909), 118.

Pouvoirs de
l'orateur
après la dis-
solution.

42. La personne qui remplit la charge d'orateur, lors de la dissolution de l'Assemblée législative, est considérée comme orateur et en conserve les pouvoirs jusqu'au jour fixé par proclamation pour l'expédition des affaires; et, pour les fins de la régie interne de l'Assemblée législative, elle est considérée comme orateur jusqu'à ce qu'un orateur ait été nommé par la nouvelle assemblée. S. R. (1909), 119.

Traitements
de l'orateur
et de l'orateur
suppléant.

43. L'orateur de l'Assemblée législative reçoit un traitement annuel de trois mille dollars, et l'orateur suppléant, un traitement annuel de mille dollars, sans préjudice, dans les deux cas, de l'indemnité législative. S. R. (1909), 153.

§ 9.—*De la régie interne de l'Assemblée*

44. L'orateur de l'Assemblée législative et trois députés membres du Conseil exécutif, choisis par le lieutenant-gouverneur en conseil et dont les noms, qualités officielles et nomination sont communiqués à l'Assemblée par message du lieutenant-gouverneur dans la première semaine de chaque session, sont nommés et constitués commissaires aux fins de mettre les dispositions du présent paragraphe à exécution.

Commission
de régie interne.

Trois de ces commissaires, dont l'un doit être l'orateur, forment un quorum. S. R. (1909), 120.

Quorum de la
commission.

45. Le greffier de l'Assemblée législative doit préparer annuellement un état estimatif des sommes que la Législature sera probablement appelée à voter pour le paiement de l'indemnité et des frais de déplacement des députés, du traitement de l'orateur et de l'orateur suppléant, et des traitements, allocations et dépenses contingentes de la Chambre et des différents officiers et employés sous le contrôle du greffier, ainsi que les fournitures de bureau de la Chambre, pour l'exercice commençant le premier juillet suivant.

État estimatif
préparé
par le greffier
de l'Assemblée.

Le sergent d'armes de l'Assemblée législative doit aussi préparer annuellement un état estimatif des sommes que la Législature sera probablement appelée à voter pour le paiement des salaires et allocations des messagers, portiers et serviteurs de la Chambre sous son contrôle, ainsi que des dépenses à encourir sous son autorité, pour l'exercice commençant le premier juillet suivant.

État estimatif
préparé
par le sergent
d'armes.

Ces états estimatifs sont soumis à l'approbation de l'orateur, et peuvent être modifiés et approuvés selon que ce dernier le juge à propos.

Approbation
de ces états.

L'orateur doit préparer un état estimatif des sommes nécessaires pour les différents services ci-dessus énumérés et y apposer sa signature.

État estimatif
préparé
par l'orateur.

Ces différents états estimatifs du greffier, du sergent d'armes et de l'orateur sont, par ce dernier, transmis au trésorier de la province pour son approbation, et doivent être mis séparément devant l'Assemblée législative, avec le budget pour l'année. S. R. (1909), 121.

Transmission
de ces états
au trésorier.

46. Les sommes d'argent votées par la Législature pour ces états estimatifs, ou payables aux députés pour leur indemnité et frais de déplacement, ainsi qu'à l'orateur et à l'orateur suppléant pour leur traitement, sont remises et confiées au trésorier de la province et placées à la disposition des commissaires ou de trois d'entre eux,

Sommes placées
au crédit
de la commission.

dont l'un est l'orateur, et sont payées ou transférées à eux ou à leur ordre en tels montants qu'ils jugent nécessaires. S. R. (1909), 122.

Paiement de ces sommes. **47.** Les sommes énumérées dans l'article 46 sont payées conformément aux ordres émis par les commissaires.

Comptable de l'Assemblée. L'orateur nomme, à cette fin, un comptable de l'Assemblée législative, et exige de lui qu'il donne, en garantie de l'accomplissement fidèle de ses devoirs, un cautionnement pour le montant que les commissaires jugent convenable. S. R. (1909), 123.

Ouverture de crédit dans une banque. **48.** Un compte est ouvert dans une des banques du Canada, au nom du comptable, et les commissaires payent ou transfèrent les sommes qu'ils croient nécessaires à cette fin, au crédit du comptable, au moyen d'un ordre signé par l'orateur et deux autres des commissaires.

Décès du comptable. Survenant le décès ou la démission du comptable, les sommes restant à son crédit dans ce compte sont immédiatement remises par la banque aux commissaires. S. R. (1909), 124.

Remise du surplus au trésorier. **49.** Dans le cas où les sommes votées par la Législature sont, pour un exercice, plus que suffisantes pour payer et acquitter les dépenses auxquelles elles doivent faire face, les commissaires sont tenus, à la fin de cet exercice, de remettre le surplus au trésorier de la province, et ce surplus fait ensuite partie du fonds consolidé du revenu. S. R. (1909), 125.

Pouvoirs des commissaires en cas de décès, etc. de l'orateur. **50.** Dans le cas où l'orateur meurt, devient inhabile à remplir ses fonctions, ou s'absente de la province alors que la Législature se trouve dissoute ou prorogée, les trois autres commissaires peuvent mettre à exécution les dispositions du présent paragraphe. S. R. (1909), 126.

§ 10.—*Du personnel de l'Assemblée*

Inconduite, etc. **51.** Si une plainte ou remontrance est faite à l'orateur, au sujet de l'inconduite ou de l'incompétence d'un officier, employé, messenger, portier ou serviteur de l'Assemblée législative, l'orateur peut faire faire une enquête sur la conduite ou les aptitudes de cette personne.

Suspension, destitution. Si, à la suite de cette enquête, l'orateur est convaincu que cette personne s'est rendue coupable d'inconduite ou qu'elle est inhabile à remplir sa charge, il peut, si elle

a été nommée par le lieutenant-gouverneur en conseil, la suspendre de ses fonctions et faire rapport de cette suspension au lieutenant-gouverneur en conseil; mais si elle n'a pas été nommée par le lieutenant-gouverneur en conseil l'orateur peut la suspendre ou la destituer selon le cas. S. R. (1909), 127.

52. Avant d'entrer en fonction, le greffier de l'Assemblée législative doit prêter et souscrire le serment d'allégeance devant l'orateur, et tous les autres officiers, employés, messagers et portiers de l'Assemblée doivent le faire devant le greffier.

Le greffier doit tenir un registre de ces serments. S. R. (1909), 128.

Prestation du serment d'allégeance.

Registre des serments.

SECTION IV

DISPOSITIONS COMMUNES AUX DEUX CHAMBRES

§ 1.—*Des immunités et privilèges des deux Chambres*

53. Sauf les privilèges de l'autre Chambre, chacune des Chambres de la Législature peut assigner et contraindre toute personne à comparaître devant elle ou un de ses comités, ou à y produire toute pièce qu'elle juge nécessaire à ses actes ou délibérations. S. R. (1909), 129.

Assignation de témoins.

54. Nulle personne n'est passible de dommages-intérêts, ou n'est sujette à aucun autre recours, à raison d'actes accomplis sous l'autorité de l'une ou de l'autre Chambre agissant dans la mesure de ses pouvoirs. S. R. (1909), 130.

Immunités des agents.

55. Les mandats émis sous l'autorité de l'une ou l'autre Chambre peuvent requérir l'aide et l'assistance de tout shérif ou constable, ou de toute autre personne; et le refus ou le défaut de donner l'aide et l'assistance requises, constitue une violation des dispositions du présent paragraphe. S. R. (1909), 131.

Assistance dans l'exécution des mandats.

56. Les actes suivants sont défendus et considérés comme infractions aux dispositions du présent paragraphe:

Actes défendus:

1° Commettre des voies de faits sur la personne d'un conseiller législatif ou d'un député, ou proférer des injures ou publier des écrits diffamatoires à son adresse, pendant la session, ou pendant les vingt jours qui précèdent et les vingt jours qui suivent chaque session;

Injures, etc.;

- Intimidation, etc.; 2° Molester, menacer ou tenter de violenter ou d'intimider un conseiller législatif ou un député;
- Corruption, etc.; 3° Chercher à corrompre un conseiller législatif ou un député, en lui offrant des présents, ou l'acceptation, par l'un d'eux, de présents ainsi offerts;
- Molestation d'officier; 4° Commettre des voies de faits sur la personne des officiers de l'une ou de l'autre Chambre, et apporter des empêchements à l'accomplissement de leurs devoirs;
- Subornation de témoin; 5° Suborner ou tenter de suborner quelqu'un au sujet du témoignage qu'il doit rendre devant l'une ou l'autre Chambre, ou devant tout comité de l'une ou de l'autre Chambre;
- Présentation de documents faux; 6° Présenter à l'une ou à l'autre Chambre, ou à l'un de leurs comités, quelque document faux ou falsifié, dans le dessein de tromper la Chambre ou le comité;
- Falsification de registres, etc. 7° Contrefaire, falsifier ou altérer illégalement les archives de l'une ou de l'autre Chambre, ou de l'un de leurs comités, ou les documents ou pétitions présentés ou produits devant la Chambre ou le comité ou destinés à l'être, ou apposer ou souscrire le nom d'une personne sur ces documents ou pétitions, dans le dessein de tromper ou d'induire en erreur. S. R. (1909), 132.

Liberté de parole des conseillers et députés. **57.** Nul conseiller législatif ou député n'est sujet à une action, à une arrestation ou à un emprisonnement, ou à des dommages-intérêts à raison d'une matière ou chose par lui présentée par pétition, bill, résolution, proposition ou autrement, à la Chambre ou à un de ses comités, ou à raison de paroles par lui prononcées devant cette Chambre.

Violation de la liberté de parole. Le fait d'intenter une telle action, de procurer ou opérer une telle arrestation ou un tel emprisonnement et d'adjuger des dommages-intérêts, est considéré comme une violation des dispositions du présent paragraphe. S. R. (1909), 133.

Exemption d'arrestation en matière civile. **58.** Excepté pour une infraction aux dispositions du présent paragraphe, nul conseiller législatif ou député ne peut être arrêté, détenu ou molesté à raison de dette ou cause quelconque d'une nature civile, pendant la durée des sessions, ni pendant les vingt jours qui précèdent ou les vingt jours qui suivent.

Arrestation. Une telle arrestation, détention ou molestation, constitue une violation des dispositions du présent paragraphe. S. R. (1909), 134.

Exemption des membres et officiers d'agir comme jurés, etc. **59.** Durant les périodes de temps mentionnées dans l'article 58, tout conseiller législatif, tout député, et tout officier et employé de l'une ou de l'autre Cham-

bre, et tout témoin assigné à comparaître devant ces Chambres ou un de leurs comités, sont exempts d'agir ou d'être présents comme jurés devant un tribunal en cette province, ou de comparaître comme témoins dans les matières civiles. S. R. (1909), 135.

60. Quiconque commet une infraction aux dispositions du présent paragraphe devient passible d'un emprisonnement pour telle période n'excédant pas un an, qui est déterminée par la Chambre qui s'est enquisse de cette infraction. S. R. (1909), 136; 13 Geo. V, c. 18, s. 3. Punition des infractions à ce paragraphe.

61. Toutes les infractions aux dispositions du présent paragraphe peuvent être l'objet d'une investigation sommaire de la part de la Chambre contre laquelle elles ont été commises, de la manière et en la forme que la Chambre juge à propos. Enquête au sujet des infractions.

Pour les fins du présent paragraphe, chacune des Chambres est investie de tous les pouvoirs et de toute la juridiction nécessaires pour examiner, juger et punir ces infractions, et pour infliger et faire exécuter la peine prescrite par le présent paragraphe pour ces infractions. S. R. (1909), 137. Punition.

62. Dans le cas où il est intenté une action civile à raison ou en conséquence de la publication de quelque exemplaire d'un rapport, d'un document, ou d'un procès-verbal des votes ou délibérations de l'une ou de l'autre Chambre, le défendeur peut, en tout état de cause, produire devant le tribunal ou le juge ce rapport, ce document, ou ce procès-verbal des votes ou délibérations, ainsi que cet exemplaire, accompagné d'un affidavit constatant l'identité du rapport, du document, ou du procès-verbal des votes ou délibérations et attestant la fidélité de l'exemplaire. Immunités de ceux qui publient des documents des Chambres.

Sur cette production, le tribunal ou le juge doit immédiatement mettre fin aux procédures civiles intentées, et celles-ci deviennent de nul effet et doivent être rejetées. S. R. (1909), 138. Rejet des actions à ce sujet.

63. Il est permis dans toute action civile intentée à raison de l'impression de quelque extrait ou résumé de ces rapport, document ou procès-verbal des votes ou délibérations, de les produire, à l'appui de la dénégation générale, et de démontrer que l'extrait ou le résumé en a été publié de bonne foi et sans malice; si cette preuve est faite, l'action doit être rejetée. S. R. (1909), 139. Immunités de ceux qui publient des extraits de ces documents.

Authenticité
des exemplai-
res des jour-
naux des
Chambres.

64. Dans une telle action, un exemplaire des journaux de l'une ou de l'autre Chambre, imprimé ou paraissant avoir été imprimé par son ordre, doit être admis comme preuve de ces journaux devant tout tribunal, juge, magistrat et autre, sans qu'il soit nécessaire d'apporter d'autre preuve pour attester qu'ils ont été ainsi imprimés. S. R. (1909), 140.

§ 2.—*De l'indépendance de la Législature*

Inhabilité et
inéligibilité
des fonction-
naires
et des pen-
sionnaires du
gouverne-
ment de Qué-
bec.

65. Sauf les dispositions spéciales ci-après, nul, s'il accepte ou occupe une charge, un office ou un emploi, d'une nature permanente ou temporaire, sous le gouvernement de la province, auquel un traitement ou salaire annuel, ou des honoraires, allocations, émoluments ou profits d'un genre quelconque venant de la province sont attachés, ou s'il reçoit une pension du gouvernement de la province, ne peut être nommé conseiller législatif, et n'est éligible comme député à l'Assemblée législative, et ne peut siéger ou voter en l'une ou en l'autre qualité, pendant qu'il occupe cette charge, cet office ou cet emploi ou qu'il reçoit cette pension. S. R. (1909), 141.

Exception
quant aux
conseillers
exécutifs, etc.

66. 1. Rien dans l'article 65 ne rend, cependant, à raison du traitement, des honoraires ou des émoluments reçus en cette qualité, le premier ministre, le procureur général, le secrétaire de la province, le trésorier de la province, le ministre des terres et forêts, le ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries, le ministre de l'agriculture, le ministre de la voirie, le ministre des travaux publics et du travail, ni aucun autre membre du Conseil exécutif, inhabiles à être nommés conseillers législatifs ou à siéger ou à voter en cette qualité, ni ne rend aucun d'eux inéligible comme député à l'Assemblée législative ou inhabile à y siéger ou à y voter, s'ils sont élus pendant qu'ils occupent cette charge.

Exception
quant au chef
de l'opposi-
tion et aux
orateurs et
membres des
deux Cham-
bres.

2. Le traitement de l'orateur et de l'orateur suppléant de l'Assemblée législative et celui de l'orateur du Conseil législatif de cette province, et l'indemnité des membres de ces Chambres ainsi que l'indemnité supplémentaire accordée au député qui occupe le poste reconnu de chef de l'opposition à l'Assemblée législative, ne sont pas des causes d'inhabilité au sens de l'article 65. S. R. (1909), 142; 2 Geo. V, c. 17, s. 1; 4 Geo. V, c. 18, ss. 1, 3; 8 Geo. V, c. 19, s. 2; 10 Geo. V, c. 17, s. 1.

67. 1. Nul, s'il reçoit une pension annuelle excédant trois cents dollars du gouvernement du Canada, ou s'il accepte ou occupe une charge, un office ou un emploi permanent sous le gouvernement du Canada, auquel un traitement ou un salaire annuel ou des honoraires, allocations, émoluments ou profits d'un genre quelconque, tenant lieu de traitement ou salaire annuel venant du Canada, sont attachés, ne peut être nommé conseiller législatif, et n'est éligible comme député à l'Assemblée législative, et ne peut siéger ni voter en l'une ou en l'autre qualité, pendant qu'il occupe cette charge, cet office ou cet emploi ou qu'il reçoit cette pension.

Inhabilité et inéligibilité des fonctionnaires et des pensionnaires du gouvernement du Canada.

2. Rien dans le présent article ne rend, cependant inhabiles à siéger ou à voter ainsi au Conseil législatif, l'orateur du Sénat, ni aucun sénateur, à raison du traitement, des honoraires ou des émoluments reçus en cette qualité, ni aucun membre du Conseil privé qui n'est pas inhabile à siéger ou à voter dans la Chambre des communes du Canada.

Exception quant à l'orateur du Sénat, aux sénateurs, etc.

3. Rien non plus, dans le présent article, ne rend inéligible, ou inhabile à siéger ou à voter, à raison du salaire, des honoraires ou des émoluments reçus en cette qualité, un officier de milice ou un milicien qui ne reçoit pas de solde permanente comme officier de l'état-major de la milice. S. R. (1909), 143; 4 Geo. V, c. 5, s. 1.

Exception quant aux miliciens.

68. Nul, s'il accepte ou occupe une charge, un office ou un emploi permanent, sous le gouvernement de quelque une des provinces du Canada autre que la province de Québec, auquel un traitement ou salaire annuel ou des honoraires, allocations, émoluments ou profits d'un genre quelconque, tenant lieu de traitement ou salaire annuel venant de quelque une de ces provinces, sont attachés, ou s'il reçoit une pension du gouvernement d'une de ces provinces, ne peut être nommé conseiller législatif, et n'est éligible comme député à l'Assemblée législative, et ne peut siéger en l'une ou l'autre qualité pendant qu'il occupe cette charge, cet office ou cet emploi ou qu'il reçoit cette pension. S. R. (1909), 144.

Inhabilité et inéligibilité des fonctionnaires et des pensionnaires d'un gouvernement provincial.

69. 1. Nul, entreprenant, exécutant ou ayant directement ou indirectement seul ou avec un autre, par lui-même ou par l'intermédiaire d'un préposé ou d'un tiers, un contrat ou marché avec Sa Majesté, ou avec un officier public ou un département du gouvernement de cette province, se rattachant au service public de cette province, ou en vertu duquel des deniers publics

Inhabilité et inéligibilité des entrepreneurs.

de la province doivent être payés pour quelque service, ouvrage, matière ou chose, ne peut être nommé conseiller législatif, ou être élu député, ni siéger ou voter en l'une ou l'autre qualité.

Exception
quant aux
actionnaires
de compa-
gnies.

2. Rien dans le présent article ne rend cependant inéligible, ou inhabile à siéger ou à voter, comme conseiller législatif ou député, une personne qui est actionnaire d'une compagnie constituée en corporation ayant un tel contrat ou marché, à l'exception d'une compagnie qui entreprend l'exécution de travaux publics. S. R. (1909), 145.

Punition des
infractions.

70. 1. Quiconque, déclaré inéligible ou inhabile à siéger ou à voter par les articles 65, 67, 68 ou 69, siège ou vote, encourt une amende de mille dollars pour chaque jour qu'il siège ou vote ainsi; cette somme peut être recouvrée par quiconque en poursuit le recouvrement devant un tribunal compétent.

Prescription
des actions.

2. Ces poursuites, pour être valables, doivent être intentées dans les douze mois à compter de la date où cette personne a ainsi siégé ou voté contrairement aux dispositions du présent paragraphe.

Actions
pendantes.

3. Tant qu'une telle poursuite est pendante, il ne doit être pris aucune autre semblable poursuite contre le même défendeur.

Suspension
des procédu-
res.

4. Le tribunal devant lequel a été portée la nouvelle poursuite contrairement au sens et à l'esprit du présent article doit, sur motion du défendeur, suspendre cette nouvelle poursuite si le premier procès est poursuivi effectivement et sans fraude.

Infractions
antérieures à
condamna-
tions.

5. Lorsqu'une poursuite a été intentée et que le défendeur a été condamné, il ne peut être fait de procédure dans une autre poursuite dirigée contre la même personne à raison d'une infraction semblable qu'elle aurait commise avant que cette condamnation lui ait été signifiée. S. R. (1909), 146.

Élection d'un
inéligible.

71. Si une personne déclarée inéligible aux termes du présent paragraphe, comme député à l'Assemblée législative ou inhabile à y siéger ou à y voter, est néanmoins élue et déclarée élue, son élection et le rapport qui en est fait sont nuls et de nul effet. S. R. (1909), 147.

Député deve-
nu inhabile.

72. Si un député devient inhabile, aux termes du présent paragraphe, à siéger ou à voter dans l'Assemblée législative, son élection devient nulle et son siège vacant, et un nouveau bref est émis immédiatement,

pour une nouvelle élection; mais il peut être réélu, s'il est éligible aux termes de l'article 66. S. R. (1909), 148.

73. Néanmoins, chaque fois qu'une personne, rem- Remise et acceptation de porte-feuille.
plissant la charge de premier ministre, de procureur général, de secrétaire de la province, de trésorier de la province, de ministre des terres et forêts, de ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries, de ministre de l'agriculture, de ministre de la voirie ou de ministre des travaux publics et du travail, démissionne, et que, dans un mois après sa démission, elle accepte une de ces charges, elle ne rend pas, par là, son siège vacant dans l'Assemblée législative. S. R. (1909), 149; 2 Geo. V, c. 17, s. 2; 4 Geo. V, c. 18, s. 2; 10 Geo. V, c. 17, s. 2.

74. Lorsqu'un conseiller législatif devient inhabile, Conseiller devenu inhabile
aux termes du présent paragraphe, les lettres patentes par lesquelles il a été nommé deviennent nulles, et une autre personne doit être appelée à sa place au Conseil législatif.

Toute personne ainsi inhabile qui siège ou vote au Conseil législatif, que les lettres patentes le nommant Peines qu'il encourt s'il siège.
audit conseil aient été annulées ou non, encourt toutes les pénalités mentionnées dans le présent paragraphe. S. R. (1909), 150.

75. Il est interdit à un conseiller législatif ou à un député d'accepter ou de recevoir directement, ou indirectement, quelques frais, honoraires ou récompenses Acceptation de récompenses par un conseiller législatif ou un député.
quelconques au sujet d'un projet de loi, d'une résolution ou d'une matière quelconque soumis ou qui doit être soumis à la considération de l'une ou l'autre chambre, ou de l'un de ses comités, soit pour appuyer ou ne pas appuyer, soit pour repousser ou ne pas repousser ce projet de loi, cette résolution ou cette matière quelconque. S. R. (1909), 150a; 5 Geo. V, c. 15, s. 1.

76. Il est interdit à quiconque exerce sa profession Associé d'un conseiller ou député.
avec un conseiller législatif ou un député, de donner ou signer de son nom un avis concernant un projet de loi, de comparaître pour y plaider devant un des comités de l'une ou l'autre chambre, ou d'être agent parlementaire, ou d'appuyer ou de repousser de quelque manière que ce soit devant un des comités de l'une ou l'autre chambre, un projet de loi, une résolution, une pétition ou une matière quelconque soumis à la considération de l'une ou l'autre Chambre ou de l'un de ses comités. S. R. (1909), 150b; 5 Geo. V, c. 15, s. 1.

Peines encourues par députés.

77. Une infraction par un député à l'article 75 est considérée comme un acte illégal portant atteinte à l'indépendance de la Législature, et, lorsqu'elle est établie, la Chambre doit décréter l'annulation du mandat du député, déclarer son siège vacant et ordonner l'expulsion du député. S. R. (1909), 150c; 5 Geo. V, c. 15, s. 1.

Peines encourues par conseillers législatifs.

78. Une infraction à l'article 75 par un conseiller législatif est considérée comme un acte illégal qui entraîne, lorsqu'elle est établie, l'annulation des lettres patentes par lesquelles le conseiller législatif a été nommé, et le conseil doit ordonner l'expulsion du conseiller législatif. S. R. (1909), 150d; 5 Geo. V, c. 15, s. 1.

Preuve des infractions.

79. L'infraction prévue par l'article 75 doit être établie, selon le cas, devant le Conseil législatif ou l'Assemblée législative, ou devant un comité de l'une ou de l'autre Chambre, et, si l'enquête a eu lieu devant un comité, le rapport du comité est sujet à l'approbation de la Chambre de laquelle il relève. S. R. (1909), 150e; 5 Geo. V, c. 15, s. 1.

§ 3.—De l'audition de témoins devant les comités

Interrogatoire des témoins devant les comités.

80. Tout comité du Conseil législatif ou de l'Assemblée législative, siégeant dans l'exercice de ses fonctions, peut interroger les témoins sous serment sur toute matière relative à l'affaire dont il est saisi. A cette fin, le président ou tout membre du comité peut faire prêter le serment au témoin d'après la formule suivante:

Serment à faire prêter.

"Le témoignage que vous rendrez au comité, touchant (*mentionner ici l'affaire dont le comité s'occupe*), sera la vérité, toute la vérité et rien que la vérité. Ainsi Dieu vous soit en aide!" S. R. (1909), 151.

§ 4.—De l'indemnité législative

Indemnité des conseillers législatifs et des députés.

81. Pour chaque session de la Législature qui dure plus de trente jours, il est accordé à chaque conseiller législatif et à chaque député présents à cette session une indemnité de deux mille dollars, et rien de plus. S. R. (1909), 154; 10 Geo. V, c. 17, s. 3.

Nombre requis de présences.

82. Nul conseiller législatif ou député n'a droit à l'indemnité fixée par l'article 81 pour moins de trente et un jours de présence, mais, pour tout nombre de jours moindre, son indemnité est de dix dollars par chaque jour de présence.

Pour chaque session de la Législature de trente jours ou moins, il est alloué à chaque conseiller législatif et à chaque député présents à cette session, dix dollars par tout jour de présence. S.R. (1909), 155.

83. L'indemnité fixée par les articles 81 et 82 peut être payée le dernier jour de chaque mois, jusqu'à concurrence de dix dollars par jour de présence, mais le greffier du Conseil législatif ou le comptable de l'Assemblée législative, selon le cas, retient le solde de l'indemnité jusqu'à la fin de la session, alors qu'est effectué le paiement final. S. R. (1909), 156.

Époque de paiement de l'indemnité.

84. Une déduction de dix dollars par jour est faite sur l'indemnité, pour chaque jour en sus de dix qu'un conseiller législatif ou un député n'assiste pas à une séance de la Chambre dont il fait partie. Mais, dans le cas d'un député élu ou d'un conseiller législatif nommé après le commencement d'une session, nul jour de session antérieur à cette élection ou à cette nomination ne compte comme l'un de cesdits dix jours.

Déduction pour défaut de présence.

Chaque jour de session où il n'y a pas de séance de la Chambre pour cause d'ajournement, ou chaque jour où le conseiller législatif ou le député est empêché, pour cause de maladie, d'être présent à une séance, lui sont comptés comme jours de présence à la session, en vue de l'indemnité. S. R. (1909), 157; 5 Geo. V, c. 16, s. 1.

Ajournements et maladie.

85. Chaque fois que quelqu'un est membre de l'une ou de l'autre Chambre durant plus de trente jours d'une session, bien qu'il n'en soit membre que durant une partie de cette session, il a droit à son indemnité, sauf la déduction susdite pour défaut de présence pendant le temps qu'il est membre de la Législature et aussi une déduction de dix dollars par jour de session écoulé avant qu'il ait été élu député ou nommé conseiller législatif ou après qu'il a cessé de l'être, selon le cas.

Conseiller législatif ou député durant une partie de session seulement.

S'il n'est membre que durant trente jours ou moins, il n'a droit qu'à dix dollars par jour de présence, quelle que soit la durée de cette session.

Membre durant moins de 31 jours.

Un membre d'une des Chambres qui devient, au cours de la même session, membre de l'autre Chambre n'a pas droit à plus de deux mille dollars pour la session. S. R. (1909), 158.

Membre d'une Chambre qui devient membre de l'autre.

86. Au député qui occupe le poste reconnu de chef de l'opposition dans l'Assemblée législative, il est accordé, en sus de l'indemnité législative prévue par

Indemnité annuelle du chef de l'opposition.

l'article 81, une indemnité annuelle de quatre mille dollars. S. R. (1909), 158a; 8 Geo. V, c. 19, s. 1.

Frais de déplacement, etc.

87. A chaque session de la Législature, il est aussi alloué à chaque conseiller législatif et à chaque député, ses frais réels de déplacement ou de transport et ses frais raisonnables de subsistance au cours d'un seul voyage entre le lieu de sa résidence et Québec.

Hors de la province.

Aucune allocation n'est accordée pour voyage en dehors de la province, excepté entre un endroit et un autre dans la province, par voie directe. S. R. (1909), 159.

Bordereau des jours de présence.

88. A chaque session de la Législature, chaque conseiller législatif et chaque député doivent fournir au greffier du Conseil législatif ou au comptable de l'Assemblée législative, selon le cas, à la fin de chaque mois, et à la fin de la session, un état signé de leur main indiquant le nombre de jours qu'ils ont été présents au cours du mois ou de la session, selon le cas, et pour lesquels ils ont droit à l'indemnité; et, si l'état comprend des jours où le conseiller législatif ou le député a été absent pour cause de maladie, l'état doit mentionner le fait et spécifier que l'absence du conseiller législatif ou du député était due à sa maladie et était inévitable.

Bordereau des frais de déplacement, etc.

Tout conseiller législatif ou tout député qui demande l'allocation de frais de déplacement et de subsistance, doit fournir, sous son seing, au greffier du Conseil législatif ou au comptable de l'Assemblée législative, selon le cas, un état de ses frais réels de déplacement ou de transport et de subsistance prévus à l'article 87.

Paiement de l'indemnité et des allocations.

Une fois lesdits états certifiés par le greffier du Conseil législatif ou le comptable de l'Assemblée législative, selon le cas, et attestés sous serment par le conseiller législatif ou le député devant ledit greffier ou ledit comptable, selon le cas, ou devant toute autre personne autorisée à recevoir les serments, l'indemnité et l'allocation sont payées. S. R. (1909), 160.

Sommes affectées au paiement des indemnités.

89. Il est accordé à Sa Majesté, sur les deniers non destinés à d'autres fins formant partie du fonds consolidé du revenu, une somme suffisante pour permettre à Sa Majesté d'avancer au greffier du Conseil législatif et de remettre au trésorier de la province, respectivement, les sommes requises pour payer le montant auquel doit s'élever cette indemnité et cette allocation. S. R. (1909), 161.

90. Le greffier du Conseil législatif et le comptable de l'Assemblée législative, doivent rendre compte des deniers qu'ils reçoivent en vertu du présent paragraphe, ainsi qu'en vertu des articles 13 et 43, de la même manière qu'ils sont tenus de rendre compte des dépenses contingentes du Conseil législatif et de l'Assemblée législative; ils peuvent respectivement en employer le surplus au paiement des dépenses contingentes, et, s'il y a un déficit, le combler avec les deniers publics placés entre leurs mains, respectivement, applicables au paiement de ces dépenses contingentes. S. R. (1909), 162.

Gestion de ces sommes.

Cas d'excédent ou de déficit.

§ 5.—Des impressions

91. Il doit être préparé annuellement, par un officier agissant à cette fin sous l'autorité du Conseil législatif et de l'Assemblée législative, un état estimatif des sommes que la Législature sera appelée à voter au service des impressions pour l'exercice commençant le 1er juillet suivant. Cet état est transmis au trésorier de la province pour son approbation, et est déposé devant la Législature avec le budget de l'année. S. R. (1909), 163.

État estimatif des sommes à voter pour impressions.

92. Les sommes votées par la Législature pour les impressions législatives sont versées entre les mains du trésorier de la province et employées par lui à défrayer ces impressions.

Emploi des sommes votées.

Un compte est ouvert pour ce service dans une des banques du Canada, au nom de la personne désignée par le Conseil législatif et l'Assemblée législative, et les sommes requises payées ou transférées au nom de la personne choisie à cette fin, au fur et à mesure que l'ouvrage avance; il en est rendu compte dans l'état annuel des comptes d'impressions. S. R. (1909), 164.

Ouverture de crédit dans une banque.

SECTION V

DE LA BIBLIOTHÈQUE DE LA LÉGISLATURE

93. Les livres, peintures à l'huile, statues, cartes et autres articles qui sont en la possession conjointe du Conseil législatif et de l'Assemblée législative, appartiennent à Sa Majesté pour l'usage des deux Chambres de la Législature, et sont conservés dans des appartements convenables des édifices législatifs spécialement affectés à cet objet. S. R. (1909), 165.

Propriété des livres, etc. de la bibliothèque.

94. La direction et le contrôle de la bibliothèque de la Législature, ainsi que des officiers et employés y

Direction et contrôle de la bibliothèque.

attachés, sont confiés à l'orateur du Conseil législatif et à l'orateur de l'Assemblée législative, lesquels sont assistés, pendant chaque session, par un comité mixte des deux Chambres. S. R. (1909), 166.

Pouvoirs des
deux orateurs.

95. Les orateurs des deux Chambres, assistés par le comité mixte, ont le pouvoir de faire, pour la régie de la bibliothèque et l'application régulière des sommes d'argent votées par la Législature pour l'achat de livres, peintures à l'huile, statues, cartes et autres articles, les règlements qu'ils jugent à propos, lesquels sont sujets à l'approbation des deux Chambres. S. R. (1909), 167.

Personnel de
la bibliothè-
que.

96. Le personnel de la bibliothèque se compose d'un bibliothécaire, d'un sous-bibliothécaire, d'un catalogueur, de six commis et d'un messenger, qui sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil et restent en charge durant bon plaisir. S. R. (1909), 168; 12 Geo. V, c. 22, s. 1.

Surnuméraires
pendant
les sessions.

97. Les orateurs des deux Chambres ont le pouvoir de nommer, pour le temps des sessions, tel nombre de commis, messagers et portiers qu'il est nécessaire pour assurer l'efficacité du service de la bibliothèque. S. R. (1909), 169.

Devoirs du
personnel.

98. Le bibliothécaire et les autres officiers et employés de la bibliothèque doivent accomplir fidèlement leurs devoirs officiels, tels que définis par les règlements. S. R. (1909), 170.

Traitements
et dépenses
incidentes.

99. Les traitements et salaires des officiers permanents de la bibliothèque sont fixés par le lieutenant-gouverneur en conseil et sont, ainsi que les dépenses incidentes s'y rattachant et les fournitures de bureau, payés sur les fonds votés à cette fin par la Législature. S. R. (1909), 171.
